



HAL
open science

Chapitre 10. Recherche participative : l'apport des savoirs issus de l'expérience de la pauvreté

Marion Carrel, Suzanne Rosenberg

► **To cite this version:**

Marion Carrel, Suzanne Rosenberg. Chapitre 10. Recherche participative : l'apport des savoirs issus de l'expérience de la pauvreté. De la prise de parole à l'émancipation des usagers, Presses de l'EHESP, pp.239-258, 2021, 10.3917/ehesp.petia.2021.01.0239 . hal-04557235

HAL Id: hal-04557235

<https://hal.univ-lille.fr/hal-04557235v1>

Submitted on 24 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Suzanne Rosenberg

Ancienne co-animatrice du Réseau Wresinski "Participation, croisement des savoirs"

suzanne.rosenberg@wanadoo.fr

Suzanne Rosenberg, de formation interdisciplinaire (environnement, urbanisme, sciences sociales), a conseillé pendant plus de 30 ans des collectivités locales, l'Etat et des services publics, notamment par l'animation de groupes composés d'habitants et de professionnels de tous horizons dénommés "groupes de qualification mutuelle". Elle est membre réseau Wresinski "participation, croisement des savoirs". Sa dernière publication est "Qu'apportent les savoirs d'expérience à la formation des professionnels ? Point de vue sur les co-formations par le "Croisement des savoirs et des pratiques", 2019, *Vie sociale*, p. 113-129

Marion Carrel

Professeure de sociologie à l'Université de Lille-Ceries

marion.carrel@univ-lille.fr

Marion Carrel est Professeure des Universités en sociologie (Université de Lille, CeRIES), associée au Centre d'étude des mouvements sociaux (Cems, Ehess) et co-directrice du Groupement d'Intérêt Scientifique "Démocratie et Participation". Ses recherches portent sur les processus participatifs et la citoyenneté dans les quartiers populaires. Elle a notamment publié *Faire participer les habitants ? Pauvreté, citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Editions, 2013 et co-écrit l'ouvrage Talpin J. et al, *L'épreuve de la discrimination. Enquête dans les quartiers populaires*, Paris, PUF, 2021.

Chapitre pour Anne Petiau (dir.), *Stigmatisation : prise de parole et émancipation. Enjeux, finalités et méthodes en recherche participative*

L'apport des savoirs issus de l'expérience de la pauvreté dans les recherches participatives

Sous l'appellation "recherche participative" se décline une grande variété de pratiques, n'ayant pas toutes la double visée de production de connaissances et d'émancipation des personnes opprimées (Juan, 2021). Afin de nourrir la discussion scientifique et sociétale sur la place faite aux savoirs issus de l'expérience de la pauvreté dans les recherches participatives, ce chapitre, co-écrit par une militante associative et une universitaire¹, s'appuie sur le « croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté », porté par ATD Quart Monde², des universitaires et des professionnels depuis les années 1990. Le principe des recherches en croisement des savoirs est d'associer les personnes en situation de pauvreté à chaque étape de la recherche, de la définition de la question de recherche jusqu'à l'écriture, en passant par la collecte de matériau, son analyse et la diffusion des résultats. Par la reconnaissance et la confrontation des savoirs issus de la pauvreté, généralement ignorés car conservés dans le "jardin secret" des personnes, avec les savoirs issus de la pratique professionnelle et de la recherche, il s'agit de produire des connaissances nouvelles et de combattre la misère. Cette démarche s'accompagne depuis ses origines d'un important travail réflexif sur l'éthique, les conditions mais aussi les difficultés d'un tel croisement. L'ensemble des prérequis, conditions et méthodes du croisement des savoirs sont synthétisés dans une

¹ Nous avons toutes deux été impliquées dans l'espace collaboratif "Croiser les savoirs avec tou.te.s" ; voir <https://www.participation-et-democratie.fr/croiser-les-savoirs-avec-toutes>

² ATD Quart Monde est un mouvement international non gouvernemental qui vise à mettre fin à l'extrême pauvreté et à construire une société plus juste (<https://www.atd-quartmonde.fr/>).

"charte du Croisement des Savoirs et des Pratiques avec des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale", l'histoire de cette démarche étant par ailleurs bien documentée³.

On questionnera ici la place des savoirs issus de l'expérience dans cette démarche et la manière dont s'opère le "croisement" avec d'autres types de savoirs. En nous appuyant sur plusieurs exemples de recherches menées par ATD Quart Monde, des universitaires et des professionnels ces dernières années, nous examinerons d'abord les spécificités de la démarche de "croisement des savoirs" et sa place dans le panorama des recherches participatives. Nous nous interrogerons ensuite sur la reconnaissance de l'existence de différents savoirs, avant de questionner les conditions dans lesquelles le savoir expérientiel de la pauvreté peut être un réel apport dans les recherches participatives. Nous nous interrogerons enfin sur les changements qui peuvent être induits par les recherches participatives en croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté.

Les spécificités du "croisement des savoirs" dans le champ des recherches participatives

Bien que ces dernières années aient vu une forte croissance des publications scientifiques dans le champ des sciences et recherches participatives, ni la définition ni la catégorisation des recherches participatives ne sont stabilisées. En outre, à notre connaissance, ces questions n'ont pas été abordées avec des groupes marginalisés ou stigmatisés.

Dans le champ des recherches participatives, les démarches qui associent à égalité chercheurs, praticiens et publics potentiels des praticiens ont des finalités et des particularités, en matière d'apports scientifiques et sociétaux, qui méritent d'être étudiées spécifiquement. Ce qui les rassemble, c'est un fort degré de participation des non-académiques au processus de recherche. En quoi la démarche de recherche en "croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté" portée par ATD Quart Monde est-elle spécifique ? Sa double visée à la fois émancipatrice – la lutte contre la misère via la transformation sociale, le renforcement des principes de justice dans les politiques publiques et l'*empowerment* des personnes en situation de pauvreté - et scientifique – la pluralisation de la science, l'apport de connaissances nouvelles - est-elle singulière ? Un chercheur québécois impliqué dans l'incubateur "paroles d'excluEs" décrit ainsi la démarche de croisement des savoirs :

"Dans cette démarche, les différents acteurs représentent leur milieu d'appartenance respectif et leurs savoirs sont considérés comme des savoirs collectifs acquis au sein de ce milieu. Ainsi, ATD Quart-Monde différencie trois types de savoirs. D'une part, le savoir académique constitue un savoir théorique fondé sur des critères logiques, reconnu socialement et détenteur d'une légitimité l'habilitant à établir la « vérité » (expertise), qui serait acquis majoritairement par les personnes issues du milieu universitaire. En second lieu, le savoir d'action serait fondé sur des critères d'efficacité, reconnu socialement, bien que dans une moindre mesure que le savoir académique, et détenu principalement par les professionnels [...]. Le savoir d'action, particulièrement des professionnels, serait légitimité par le pouvoir des institutions dans le cadre desquelles ceux-ci exerceraient leurs pratiques professionnelles. Finalement, le savoir d'expérience des militants (personnes vivant ou ayant vécu une situation de pauvreté), serait fondé sur des critères de sens vécu. À l'instar du savoir d'action, le savoir d'expérience serait incorporé dans la vie des personnes. Ce savoir serait plus fragmenté, peu reconnu, voire dévalorisé socialement." (Longtin, 2011, p. 31)

3 <https://www.atd-quartmonde.fr/nos-actions/reseaux-wresinski/croisement-des-savoirs/le-croisement-des-savoirs-et-des-pratiques/>

Le croisement des savoirs préconisé par ATD Quart Monde n'invalide pas le savoir savant, il postule que, sur les questions de société, il est incomplet sans les savoirs d'action des professionnels et les savoirs d'expérience des personnes vivant la misère (Ferrand, 2008).

Il s'agit, comme le propose un autre chercheur québécois, Christopher Mc All⁴, de "sortir des espaces de connaissance emmurés qui protègent les inégalités" (McAll, 2017). Il souligne par là que les chercheurs en sciences sociales peuvent avoir du mal à percevoir les inégalités depuis une position différente de la leur, tout en cherchant à protéger la production du savoir lui-même sur la société, en se percevant comme en étant les seuls producteurs légitimes, contribuant ainsi à la hiérarchisation des savoirs.

Outre l'attention à l'implication de ces trois types de savoirs, le croisement des savoirs peut être distingué d'autres démarches de recherche participative par deux spécificités. La première consiste à respecter l'autonomie de chaque groupe d'acteurs, *via* une organisation par "groupes de pairs". Cet engagement fait écho à la "non-mixité" prônée dans d'autres milieux. Si cette méthode a fait débat, la construction du savoir féministe dans les années 1970 est passée par la mise en place de "groupes de conscience" qui ont permis de dépsychologiser et désindividualiser le vécu des femmes. De nombreuses analyses soulignent à quel point ces groupes non-mixtes fonctionnent comme des lieux de production de savoirs : les discussions en petits groupes de femmes font découvrir à beaucoup d'entre elles que « la violence qu'elles avaient subie et que chacune avait vécue dans le secret et la honte – persuadée d'en être la seule destinataire – était en fait tragiquement banale [...]. Cette position critique inédite a donc produit un savoir neuf » (Romito, 2006, p.60). Les épistémologies postcoloniales insistent également sur l'importance des espaces de confiance, où les personnes se sentent en sécurité pour livrer leurs témoignages et construire leur "autodéfinition", leur "auto-émancipation" *via* la production d'une pensée propre, comme par exemple la pensée féministe noire). Dans le cas du "croisement des savoirs", cette non-mixité n'est ni complète (accompagnement du groupe des personnes en situation de pauvreté) ni permanente (alternance avec le travail en plénière). Soulignons que la plupart des groupes féministes qui pratiquent la non-mixité le font dans une optique d'autonomie et non de séparatisme, dans l'objectif d'aboutir à des espaces de rencontres et d'alliances : il y a alternance entre les espaces mixtes et non-mixtes (Dupui-Déri, 2016, p. 319-320).

La seconde spécificité consiste à organiser le croisement de ces savoirs autonomes, à construire la réciprocité entre les groupes de pairs associés à la collecte et à l'analyse des données. Une recherche internationale participative, portant sur les dimensions cachées de la pauvreté, a été menée dans six pays (trois du Nord, trois du Sud), de 2016 à 2019, par le mouvement ATD Quart Monde et l'Université d'Oxford selon les principes du "croisement des savoirs". Dans chaque pays, des praticiens, des universitaires et des personnes en situation de pauvreté ont été co-chercheurs et ont identifié neuf dimensions clés de la pauvreté qui, malgré les différences dans la vie quotidienne des personnes en situation de pauvreté d'un pays à l'autre, sont étonnamment similaires⁵. Ce projet de recherche est né du constat que ces dimensions n'ont jusqu'à présent pas été réfléchies avec les premiers concernés – les personnes en situation de pauvreté. Son objectif à long terme est de contribuer à l'élaboration de meilleures politiques de lutte contre la pauvreté aux niveaux national et international, et donc à l'éradication de la pauvreté. L'organisation de cette ambitieuse recherche a été complexe : par exemple, en France, l'équipe de recherche était composée de six personnes, à part égale de militants Quart Monde

⁴ Professeur d'histoire à l'Université de Montréal et directeur scientifique d'un centre de santé et de services sociaux, ce qui est banal au Québec mais semble exotique en France.

⁵ Cf le rapport final de cette recherche : <https://www.oecd.org/fr/statistiques/sattaquer-aux-dimensions-cachees-de-la-pauvrete.htm>

ayant l'expérience de la pauvreté, de professionnels et de chercheurs universitaires. Elle a travaillé avec les matériaux fournis par 22 groupes de pairs, dont 12 constitués de personnes en situation de pauvreté. Chaque groupe de pairs, après s'être réuni entre une journée et cinq demi-journées, a fourni un rapport. Chaque rapport a été analysé et synthétisé par des personnes de l'équipe de recherche appartenant au même groupe de pairs. Un premier temps de croisement est organisé au sein de l'équipe de recherche, avec la perspective de repérer ce que l'autre groupe apporte à l'analyse qu'ont faite les pairs. Dans la méthode utilisée, la posture d'apprenant est privilégiée par rapport à la défense du point de vue de son propre groupe. Ce croisement des savoirs a produit de nouvelles analyses qui ont été partagées et travaillées avec des représentants de différents groupes de pairs lors de deux sessions de plusieurs journées qui ont fait alterner des travaux en groupes de pairs et des temps de croisement. Enfin, l'équipe de recherche, mixte, a écrit les résultats.

Comme d'autres démarches, celle du croisement des savoirs associe sur un mode égalitaire les chercheurs et les praticiens, mais ici un troisième groupe d'acteurs participe au processus, composé de personnes qui subissent, de manière structurelle, des précarités dans leur vie quotidienne. Or, associer ce troisième groupe sur un mode égalitaire impose des conditions de mise en œuvre et des règles éthiques spécifiques (Longtin, 2011). D'une part tous les groupes de pairs construisent leur savoir en utilisant les mêmes outils, qui ont été pensés pour ne pas défavoriser dans leur utilisation un groupe par rapport à un autre. D'autre part les temps de travail en plénière sont animés selon des principes d'égalité, d'attention aux débordements émotionnels – considérés comme des signaux cognitifs, pouvant déclencher des évolutions de la problématique - et de possibilité de se remettre en groupes de pairs lorsqu'une question fait débat, provoque l'indignation ou le conflit entre chercheurs, praticiens et personnes en situation de pauvreté (Carrel et al., 2017). En effet, si une démarche qui associe des co-chercheurs issus de plusieurs milieux utilise les mêmes temporalités, outils et méthodes que celles et ceux des chercheurs académiques, la production qui en résulte ne peut qu'être considérée comme d'une valeur inférieure, à l'aune de la recherche académique traditionnelle.

Dans les recherches en croisement des savoirs mises en œuvre par ATD Quart Monde, les trois types de savoirs sont donc considérés comme ayant une égale valeur, et cela se matérialise dans le dispositif de recherche par la présence des trois entités dans les comités de pilotage, et par l'animation égalitaire, source de "*disempowerment*" des praticiens et des chercheurs, comme l'a montré Alex Roy, reprenant la notion du chercheur québécois Francis Dupui-Déri (Roy, 2021). Cette perte de pouvoir est évidemment une source de conflits et de tensions, mais elle se présente comme indispensable pour le croisement égalitaire des savoirs et l'avènement d'une phase plus productive, d'*empowerment* collectif, lorsque les différentes parties prenantes en sont à la formalisation de leurs résultats de recherche.

Mais ce postulat d'égale valeur de différents types de savoirs, d'une conception pluraliste de la science, est-il partagé, en particulier par celles et ceux qui détiennent un savoir académique reconnu ? La légitimité des savoirs issus de l'expérience reste difficile à reconnaître, y compris dans les recherches dites participatives ou recherches-actions collaboratives.

La légitimité du savoir des personnes en situation de grande pauvreté en question

Pour creuser la question de l'existence et de la validité d'un savoir d'expérience, singulièrement d'un savoir des personnes en situation de grande pauvreté, un séminaire épistémologique s'est réuni afin d'approfondir les expériences et de dialoguer entre différentes méthodes de recherche

participative, sous l'égide du Cnam⁶ et d'ATD Quart Monde, avec le soutien de l'ODENORE⁷. La première question qui s'est posée portait sur la nature des savoirs issus de l'expérience : s'agit-il réellement de savoirs ? quelle est leur légitimité à l'égard des savoirs savants ? (Brun, 2017). Pour beaucoup d'universitaires, l'objectivité scientifique est incompatible avec la pluralité des savoirs ; les apports des personnes en situation de pauvreté, tout comme ceux des non scientifiques, constituent donc uniquement un matériau. Reconnaître la pluralité des savoirs c'est, pour un chercheur, d'une part perdre du pouvoir, mais surtout se questionner sur son propre positionnement.

Boaventura de Sousa Santos a développé la notion d'une "épistémologie du sud" qui remet en cause le caractère universel, objectif et neutre du savoir scientifique. L'épistémologie du sud est une nouvelle production et évaluation des savoirs valides, scientifiques ou non, qui s'appuie sur deux prémisses : "Premièrement, la compréhension du monde dépasse largement la connaissance occidentale du monde." [...] "Deuxièmement, la diversité du monde est infinie : elle inclut des manières très différentes d'être, de penser, de ressentir, de concevoir le temps, d'appréhender les relations des êtres humains entre eux et celles entre les humains et les non-humains, de regarder le passé et le futur, d'organiser la vie collective, la production des biens et des services, et les loisirs." (de Sousa Santos, 2011). Parallèlement, des épistémologues féministes arguent que la science véhiculerait des représentations particulières portées par ses concepteurs et en exclurait de fait d'autres, comme celles des femmes, rejoignant dans l'exclusion celles des groupes sociaux issus des pays du sud.

Le but de ces épistémologies alternatives est de permettre aux groupes sociaux opprimés d'élaborer des représentations du monde qui leur ressemblent, qui rendent compte de leurs réalités, c'est-à-dire de représenter le monde comme leur appartenant, de se l'approprier, car c'est à cette condition seulement qu'ils pourront le changer selon leurs propres aspirations.

Y aurait-il un "savoir situé des pauvres" bâti à partir de l'expérience de la survie au quotidien, de la honte et du silence, des préjugés subis, de l'isolement, du rapport aux institutions, des formes d'entraide et de débrouille, s'interrogent les chercheurs qui ont participé à l'évaluation de la recherche en "croisement des savoirs" EQUISANTÉ, réalisée de 2012 à 2015 au Québec pour permettre d'identifier les barrières dans les soins de santé entre les personnes en situation de pauvreté et les professionnels de la santé (Carrel et al., 2017) ? Ils ont fait part de la nécessité d'une méthode spécifique de recherche qui s'appuie sur la reconnaissance *a priori* d'une pluralité des savoirs.

Vers une reconnaissance du savoir d'expérience

Le savoir propre aux opprimés, le plus souvent dénommé "savoir expérientiel", est rarement mobilisé en précisant sa définition originelle et les travaux qui l'ont approfondie. Dans le langage commun, le savoir expérientiel est souvent assimilé à ce que chacun peut tirer d'une expérience, comme si le terme "savoir" était alors usurpé. Il apparaît dès lors nécessaire de préciser ce qu'est un savoir expérientiel, avant d'en interroger la légitimité. Le savoir expérientiel renvoie à "une vérité apprise par l'expérience d'un phénomène plutôt qu'une vérité acquise par raisonnement discursif, observation ou réflexions sur des informations fournies par d'autres". L'emploi du terme vérité renvoie à la conformité, établie par les pairs, de la même manière que les savoirs académiques sont reconnus par les pairs par le biais des publications dans les revues scientifiques. Seuls ceux détenteurs de l'expérience peuvent reconnaître ou non

⁶ Conservatoire national des arts et métiers

⁷ Observatoire du non recours aux droits et aux services

la conformité de la connaissance produite portant sur l'expérience vécue. Le concept de savoir expérientiel engage donc un registre d'expérience particulier : celui des pairs. Comme le souligne Eve Gardien qui a travaillé sur l'émergence de cette notion, "la pertinence pour autrui d'un savoir expérientiel singulier n'est pas systématique" (Gardien, 2017, p.35).

Dans la recherche en "croisement des savoirs", une forte attention est portée à ce que les personnes en situation de pauvreté ne témoignent pas de leur histoire personnelle, mais présentent un savoir collectif basé sur l'expérience de la pauvreté. Comme d'autres précautions méthodologiques, le dispositif mis en œuvre ne vise pas seulement la protection des individus qui y sont mêlés, mais permet l'émergence d'un savoir collectif. L'article précité à propos de la recherche québécoise en croisement EQUISanTE (Carrel & al., 2017) donne un exemple du risque qu'il y a, pour une personne en situation de pauvreté, de ne pas pouvoir construire son propre cadre de référence. Lors d'un temps de croisement, une professionnelle de santé exprime son incompréhension que les personnes à faibles ressources ne nourrissent pas leur enfant de leur lait et préfèrent bien souvent acheter du lait maternisé. Une personne en situation de pauvreté a été bouleversée d'entendre ce propos : elle-même avait fait ce choix de ne pas allaiter car, au moment où elle avait accouché, elle ne mangeait pas à sa faim et avait des doutes sur la qualité de son lait. L'animatrice, qui avait repéré l'émotion suscitée chez la participante, a demandé un temps entre pairs, qui a permis de mettre en évidence que de tels doutes sur la qualité du lait d'une mère mal nourrie étaient partagés. Si la femme émue par les propos de la professionnelle avait dû produire ce témoignage directement face à l'auteure de la remarque, d'une part son émotion l'aurait probablement submergée, rendant tout échange impossible, d'autre part son choix de ne pas allaiter aurait pu apparaître comme individuel et lié à son manque de connaissances. D'autres exemples montrent aussi que raconter son expérience individuelle peut changer la nature de la relation : les co-chercheurs universitaires ou praticiens ont tendance à vouloir aider les personnes en situation de pauvreté. La relation professionnels-chercheurs-personnes en situation de pauvreté n'est alors plus égalitaire et le croisement n'est plus possible. C'est grâce à un travail alterné en groupes de pairs puis en plénières que cette histoire à propos du lait maternisé a pu être creusée et donner lieu à des apprentissages réciproques et à une connaissance renouvelée des freins et leviers d'accès aux soins pour les personnes en situation de pauvreté. Ce n'est qu'en groupe de pairs que l'expérience individuelle peut être transformée en savoir expérientiel, comme le suggère Nancy Fraser (Fraser, 2011, p.126).

Ce dispositif qui impose aux personnes stigmatisées de ne pas échanger hors de son groupe de pairs sur une expérience individuelle apparaît parfois aux scientifiques et aux praticiens comme manipulateur, voire violent. On peut rapprocher ces réactions de celles que provoquent souvent la non-mixité de groupes de réflexion composés exclusivement de personnes racisées ou de femmes. Christine Delphy, sociologue spécialisée dans les études de genre, a mis en évidence la confusion entretenue entre la mixité subie et la mixité choisie. Sur la seconde, elle explique :

« La pratique de la non-mixité est tout simplement la conséquence de la théorie de l'auto-émancipation. L'auto-émancipation, c'est la lutte par les opprimés pour les opprimés. Cette idée simple, il semble que chaque génération politique doive la redécouvrir. Dans les années 1960, elle a d'abord été redécouverte par le mouvement américain pour les droits civils qui, après deux ans de lutte mixte, a décidé de créer des groupes noirs, fermés aux Blancs. C'était, cela demeure, la condition

- pour que leur expérience de discrimination et d'humiliation puisse se dire, sans crainte de faire de la peine aux bons Blancs ;
- pour que la rancœur puisse s'exprimer – et elle doit s'exprimer ;

- pour que l'admiration que les opprimés, même révoltés, ne peuvent s'empêcher d'avoir pour les dominants – les noirs pour les blancs, les femmes pour les hommes – ne joue pas pour donner plus de poids aux représentants du groupe dominant. » (Delphy, 2017).

On peut affirmer que ces dispositifs faisant alterner travaux en groupes de pairs et croisement des savoirs qu'ils ont produits relèvent de la réduction des injustices épistémiques (Fricker, 2007). Revendiquer l'autonomie des savoirs, ce n'est pas prôner le séparatisme. En organisant un va et vient entre les espaces mixtes et non mixtes, une démarche comme le "croisement des savoirs" a pour visée de transformer la société.

Conclusion : pour un savoir qui transforme le monde

Les recherches participatives affichent-elles davantage un objectif de changement social que les autres recherches en sciences sociales ? Rémi Barré, dans son analyse de l'évolution du contrat science-société pose la question de la recherche participative comme la clé de voûte du nouveau contrat post 1980, après la prise de conscience de la puissance des technosciences et de leurs effets non maîtrisables (Barré, 2017). Sur les objectifs des recherches participatives, il utilise, comme pour la recherche en général, l'expression "contribuer à relever des défis sociétaux" (p. 54), ce qui inclut le changement social sans en faire un objectif particulier. D'autres auteurs postulent davantage la fonction transformatrice de la recherche qu'ils dénomment partenariale. Elle contribue "à l'implantation d'un espace public capable de faire apparaître de nouvelles voix, de nouveaux chemins, d'ouvrir les possibles, d'enrichir et de diversifier les représentations que la société se fait d'elle-même" (Caillouette et Soussi, 2017, p. 138).

Les recherches participatives en "croisement des savoirs" affichent très clairement leur volonté de contribuer à la fois à la transformation sociale et à l'avancée scientifique, elles lient les deux objectifs. Sont-elles plus à même de transformer les politiques publiques sur la pauvreté que les milliers de rapports qui les ont précédées ? Ainsi que pour l'ensemble des recherches participatives qui associent comme co-chercheurs des populations exclues de l'accès au savoir savant, leur contenu ouvre des perspectives de transformations radicales. Mais la mise en œuvre de celles-ci exige des conditions socio-politiques qui ne sont pas toujours réunies. On peut par contre affirmer qu'elles ont transformé les personnes impliquées, qu'elles ont renforcé leur pouvoir d'agir, qu'elles soient chercheurs, praticiens, responsables associatifs et institutionnels, ou personnes en situation de pauvreté. Ces transformations individuelles et la validation des résultats par les différentes parties prenantes ont déjà permis que des portes s'ouvrent, que des changements s'opèrent à différents niveaux, nationaux ou internationaux, de l'INSEE qui intègre un nouveau module de questions autour de la "maltraitance institutionnelle" dans ses enquêtes, suite à la recherche sur les dimensions de la pauvreté, jusqu'à l'université du Mexique qui a ouvert une formation diplômante à la démarche du "croisement des savoirs".

L'autre finalité du "croisement des savoirs", à savoir l'émancipation des personnes en situation de grande pauvreté, se vérifie à chaque recherche, au moins pour les personnes ayant directement participé au croisement des savoirs, et peut-être, même si cela est plus difficile à évaluer, au-delà, dans leur entourage. Les personnes en situation de pauvreté parlent avec la conscience de représenter leur milieu, la force du savoir acquis par les journées de travail, le sentiment d'urgence de transformer les choses. La portée de leur intervention devant les différents types de public est signifiante. Nous pensons ainsi, avec Hugues Bazin, que c'est par la pratique d'espaces "interstitiels" ou de "tiers-espaces" que se dégage une force "instituyente", c'est-à-dire susceptible de poser, en dehors des cadres normatifs institutionnels, ses propres référentiels amenant à penser la réalité autrement et par conséquent à agir sur elle pour

structurer et reconfigurer nos manières de faire collectif, de faire territoire, de partager et de gérer des ressources du commun, de développer une analyse critique des rapports sociaux et de concevoir autrement un développement (Bazin, 2018).

Bibliographie

Barré R., "Pour une mise en politique de la recherche participative. Quelques propositions programmatiques" in Gillet A., Tremblay D.-G. (dir.), *Les recherches partenariales et collaboratives*, PUR et PUQ, 2017.

Bazin H., "Récit d'une recherche-action en situation", in *Cahiers de l'action* 2018/2-3 (N° 51-52).

Brun. P., "Le croisement des savoirs dans les recherches participatives, Questions épistémologiques", in *Vie sociale*, N°20, 2017.

Caillouette J. et Soussi S. A. "L'espace partenarial de recherche et son rapport à l'action dans l'espace public" in Gillet A., Tremblay D.-G. (dir.), *Les recherches partenariales et collaboratives*, Rennes PUR et Montréal PUQ, 2017.

Carrel, M., Loignon C., Boyer S., De Laat M., "Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté. Retours sur la recherche ÉQUISANTÉ au Québec", in *Sociologie et Sociétés*, vol. XLIX, n°1, 2017.

de Sousa Santos B., 2011, "Épistémologies du Sud", in *Études rurales* [En ligne], 187 | 2011, mis en ligne le 12 septembre 2018, consulté le 01 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9351> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.935, § 62

Delphy C., "La non-mixité, une nécessité politique. Domination, ségrégation et auto-émancipation", mis en ligne le 24 novembre 2017, <http://msi.net/La-non-mixite-une-necessite>.

Dupui-Déri F., *La peur du peuple. Agoraphobie et agoraphilie politiques*, Montréal, Lux Editeur, 2016,.

Ferrand C. (dir.), 2008, *Le croisement des pouvoirs*, Edition de l'Atelier et Editions Quart Monde, Paris.

Fraser N., *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et distribution*, Paris, La Découverte/Poche, 2011.

Fricker, M., *Epistemic Injustice*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

Gardien E., 2017, "Qu'apportent les savoirs expérientiels à la recherche en sciences humaines et sociales ?" in *Vie sociale* n°20, 2017.

Juan M., « Les recherches participatives à l'épreuve du politique », in *Sociologie du travail* [En ligne], vol. 63 - n°1, 2021.

Longtin D., "Revue de la littérature : la recherche-action participative, le croisement des savoirs et des pratiques et les incubateurs technologiques de coopératives populaires", in *Les Cahiers du CRISES*, Montréal, ET1102, <http://www.crisis.uqam.ca>, 2011.

McAll C., 2017, "Des brèches dans le mur : inégalités sociales, sociologie et savoirs d'expérience", in *Sociologie et sociétés*, vol. 49, n° 1.

Roy A., "Les processus d'apprentissage de la démocratie communicative, entre *empowerment* et *disempowerment* épistémiques", in *Participations*, à paraître 2021.